

Section 1a : Enquête de sécurité générale (à remplir par l'agent de sécurité de l'entreprise)

Pour en savoir plus, veuillez consulter la brochure d'information sur l'enquête de sécurité générale sur l'entrepreneur.

Type d'enquête demandée (veuillez cocher toutes les cases qui s'appliquent)

- | | |
|--------------------------|---|
| <input type="checkbox"/> | Vérification nominale du casier judiciaire (CIPC)
Recherche dans la base de données du Centre d'information de la police canadienne (CIPC), gérée par la GRC, de renseignements concernant des infractions à des lois fédérales, y compris le <i>Code criminel</i> et la <i>Loi réglementant certaines drogues et autres substances</i> , à partir du nom et de la date de naissance de la personne visée. Cette recherche porte sur les condamnations antérieures, les verdicts de culpabilité pour lesquels une absolution conditionnelle ou inconditionnelle a été accordée, les accusations en instance ainsi que tout renseignement connexe (p. ex. un mandat d'arrestation). La GRC peut exiger une vérification de l'identité par la comparaison des empreintes digitales avant de divulguer ces renseignements. |
| <input type="checkbox"/> | Vérification du dossier de conducteur
Recherche des antécédents du conducteur, dans les bases de données provinciales, à partir de son numéro de permis de conduire. La vérification permet de relever toute infraction au <i>Code de la route</i> ou au <i>Code criminel</i> commise au cours des trois dernières années et toute suspension en cours, ainsi que l'adresse actuelle du conducteur et le statut actuel de son permis de conduire. |

Section 1b : Enquête de sécurité approfondie (à remplir par l'administrateur du secteur de programme/le représentant autorisé du ministère)

Pour en savoir plus, veuillez consulter la brochure d'information sur l'enquête de sécurité approfondie sur l'entrepreneur.

Type d'enquête demandée (veuillez cocher toutes les cases qui s'appliquent)

- | | |
|--------------------------|---|
| <input type="checkbox"/> | Vérification nominale du casier judiciaire (CIPC)
Recherche dans la base de données du Centre d'information de la police canadienne (CIPC), gérée par la GRC, de renseignements concernant des infractions à des lois fédérales, y compris le <i>Code criminel</i> et la <i>Loi réglementant certaines drogues et autres substances</i> , à partir du nom et de la date de naissance de la personne visée. Cette recherche porte sur les condamnations antérieures, les verdicts de culpabilité pour lesquels une absolution conditionnelle ou inconditionnelle a été accordée, les accusations en instance ainsi que tout renseignement connexe (p. ex. un mandat d'arrestation). La GRC peut exiger une vérification de l'identité par la comparaison des empreintes digitales avant de divulguer ces renseignements. |
| <input type="checkbox"/> | Vérification du casier judiciaire à partir des empreintes digitales (CIPC)
Une vérification du casier judiciaire ou une enquête effectuée à partir des empreintes digitales de la personne visée. |
| <input type="checkbox"/> | Vérification des dossiers de police (locale)
Recherche dans les dossiers de la police provinciale et municipale, à partir du nom et de la date de naissance de la personne visée, de renseignements concernant des condamnations, des accusations, des absolutions ou des ordonnances judiciaires relatives aux dispositions sur les infractions de lois fédérales. |
| <input type="checkbox"/> | Vérification des fichiers de renseignement
Recherche par l'O.P.P. dans les bases de données de la police de tous renseignements et notes pertinents concernant la personne visée. Les vérifications des fichiers de renseignement sont limitées aux postes qui permettent un accès direct aux bases de données de l'O.P.P. ou des autorités chargées de l'application des lois ou à l'infrastructure ou à la suite de la demande confirmée d'un tiers. |
| <input type="checkbox"/> | Enquête de l'O.P.P./Entretien sur les antécédents
Enquête de l'O.P.P. sur les antécédents de la personne visée en ce qui se rapporte à la sécurité, y compris en utilisant les empreintes digitales et en faisant une recherche de renseignements à jour sur des condamnations et/ou accusations dans les dossiers de la police provinciale et locale. |
| <input type="checkbox"/> | Vérification de la solvabilité
Rapport de solvabilité obtenu auprès d'une agence d'évaluation de crédit au Canada pour déterminer si le rapport contient des renseignements défavorables, comme une faillite, des procédures judiciaires, des mesures de recouvrement ou une ordonnance de tribunal. |
| <input type="checkbox"/> | Enquête de sécurité en vue d'un travail dans le secteur vulnérable
Vérification du casier judiciaire (qui peut être effectué à partir des empreintes digitales), y compris la recherche de renseignements relatifs à des réhabilitations et la recherche dans les dossiers de la police provinciale et locale de tous renseignements pertinents pour le secteur vulnérable. |
| <input type="checkbox"/> | Vérification du dossier de conducteur
Recherche des antécédents du conducteur, dans les bases de données provinciales, à partir de son numéro de permis de conduire. La vérification permet de relever toute infraction au <i>Code de la route</i> ou au <i>Code criminel</i> commise au cours des trois dernières années et toute suspension en cours, ainsi que l'adresse actuelle du conducteur et le statut actuel de son permis de conduire. |
| <input type="checkbox"/> | Autre (préciser) : _____ |

Section 2 : Consentement à l'enquête de sécurité et autorisation (à remplir par la personne visée)

- J'ai lu et je comprends la brochure d'information sur l'enquête de sécurité sur l'entrepreneur ainsi que les formulaires de consentement et de déclaration.
- J'autorise la Direction des négociations et de la sécurité, Division des relations avec le personnel, ministère des Services gouvernementaux, à effectuer une enquête de sécurité sur l'entrepreneur.
- Je consens à ce que soient divulgués les dossiers et les renseignements que détiennent les services de police et les organismes autorisés et qui sont requis pour mener une enquête de sécurité sur l'entrepreneur.
- J'autorise l'O.P.P. à effectuer les vérifications approfondies applicables, conformément au Formulaire de consentement.
- J'autorise la DNS, DRP à recueillir et à utiliser les renseignements que je fournis aux fins de l'attribution de ma cote de sécurité à titre d'entrepreneur.

Signature de la personne visée (à la main)

Date (aaaa-mm-jj) (à la main)

Section 3 : Renseignements personnels, autorisation, consentement et renonciation (à remplir par la personne visée)
1. Renseignements personnels

Nom de famille	Prénom	Second(s) prénom(s) (Pas	Date de naissance			Sexe
			AAAA	MM	JJ	<input type="checkbox"/> M <input type="checkbox"/> F

Nom(s) de famille antérieur(s) ou alias s'il y a lieu (p. ex. mariage antérieur, nom de jeune fille)

N° de téléphone cellulaire ou supplémentaire (avec l'indicatif régional)	N° de téléphone (de jour) (avec l'indicatif régional)	Courriel
--	---	----------

2. Lieu de naissance

Ville/Village/Municipalité	Province/État	Pays
----------------------------	---------------	------

3. Statut juridique au Canada (fournir le numéro de l'un des documents suivants)

Numéro de certificat de naissance canadien	Numéro de certificat de citoyenneté canadienne	Numéro de passeport canadien
Numéro de certificat de résident permanent	Numéro de permis de travail	

4. Adresse résidentielle au cours des cinq dernières années (commencer par la plus récente; utiliser une feuille supplémentaire au besoin)

Adresse (numéro, rue, unité, bureau, étage)	Ville, province ou état, pays, code postal	De AAAA/MM	À AAAA/MM
			MAINTENANT

5. Vérification du dossier de conducteur (uniquement si l'affectation de travail exige un permis de conduire valide)

Numéro de permis de conduire	Province/État
------------------------------	---------------

6. Renonciation

Par la présente, je libère à jamais Sa Majesté la Reine du chef de l'Ontario et ses directeurs, employés, préposés et agents respectifs, y compris leurs successeurs et ayants droit, de toutes poursuites, réclamations et demandes pour cause de dommage, perte ou préjudice survenant de quelque façon que ce soit, sauf par suite de négligence ou d'inconduite volontaire, et que je pourrais subir par suite de la collecte, de l'utilisation et de la divulgation de renseignements à mon sujet par les services de police et par les organismes autorisés, en rapport avec l'enquête de sécurité.

Je déclare de plus que tous les renseignements fournis dans la présente demande sont complets et véridiques.

Signature de la personne visée (à la main)	Date (aaaa-mm-jj) (à la main)
--	-------------------------------

Enquête de sécurité sur l'entrepreneur – Formulaire de déclaration (à remplir par la personne visée)
Instructions : Répondre aux questions ci-dessous.

Ne divulguer aucun renseignement concernant ce qui suit :

- Ne divulguez pas les condamnations pour lesquelles la réhabilitation vous a été octroyée en vertu de la *Loi sur le casier judiciaire* (Canada).
- Ne divulguez pas les verdicts de culpabilité pour lesquels vous avez reçu une absolution inconditionnelle il y a plus d'un (1) an.
- Ne divulguez pas les verdicts de culpabilité pour lesquels vous avez reçu une absolution conditionnelle il y a plus de trois (3) ans.
- Ne divulguez pas les accusations ou condamnations relatives à une infraction à une loi provinciale (infractions provinciales), sauf si une vérification du dossier du conducteur est requise (voir ci-après).
- Ne divulguez pas les accusations dont vous avez fait l'objet quand vous étiez jeune et qui ont été traitées sous le régime de la *Loi sur le système de justice pénale pour les adolescents* ou des lois qui l'ont précédée, à savoir la *Loi sur les jeunes contrevenants* et la *Loi sur les jeunes délinquants*.
- Si un dossier de conducteur doit être vérifié, fournissez les renseignements sur les accusations en instance et les déclarations de culpabilité dont vous faites l'objet portant sur les dispositions du *Code de la route* de l'Ontario.

Avez-vous déjà été reconnu coupable d'une infraction en vertu du *Code criminel* du Canada pour laquelle vous n'avez PAS bénéficié d'une réhabilitation?

OUI NON

Avez-vous été reconnu coupable d'une infraction criminelle à l'extérieur du Canada pour laquelle vous n'avez PAS bénéficié d'une réhabilitation?

OUI NON

Faites-vous l'objet d'une accusation non résolue ou d'une ordonnance judiciaire en vertu du *Code criminel* ou de la *Loi réglementant certaines drogues et autres substances*?

OUI NON

Si vous avez répondu « OUI » à l'une des questions précédentes, veuillez fournir tous les détails pertinents ci-dessous. Utiliser une ou plusieurs feuilles supplémentaires au besoin. Si vous avez répondu « NON » à chaque question, veuillez signer et dater à la main dans les espaces réservés à cette fin.

Accusation ou condamnation		
Lieu (ville, province ou État, pays)	Date de l'accusation (AAAA/MM/JJ)	Nom du corps policier
Accusation ou condamnation		
Lieu (ville, province ou État, pays)	Date de l'accusation (AAAA/MM/JJ)	Nom du corps policier
Nom de la personne visée (en caractères d'imprimerie)	Signature de la personne visée (à la main)	Date (aaaa-mm-jj) (à la main)

Avis de collecte d'information

Les renseignements personnels fournis conformément au présent formulaire seront recueillis et utilisés par la Direction des négociations et de la sécurité, Division des relations avec le personnel, ministère des Services gouvernementaux, en vue de l'évaluation de l'entrepreneur et de l'attribution d'une cote de sécurité pour entrepreneur de la fonction publique de l'Ontario. La collecte de renseignements personnels est autorisée conformément à la politique opérationnelle concernant les enquêtes de sécurité sur les entrepreneurs, établie par le Conseil de gestion du gouvernement en vertu de l'article 3 de la *Loi sur le Conseil de gestion du gouvernement*, L.R.O. 1990, chap. M-1. Vous pouvez faire parvenir toute question relative à la collecte de renseignements personnels dans le cadre de ce programme au chef des enquêtes de sécurité sur les entrepreneurs, Direction des négociations et de la sécurité, Division des relations avec le personnel, ministère des Services gouvernementaux, 900, rue Bay, 2^e étage, édifice Macdonald, bureau M2-49, Toronto (ON) M7A 1Y4. ou par courriel à AskNSB@ontario.ca ou par téléphone au 416 325-9400.